

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 23/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

STATION D'EPURATION DE SOULEVILLE

Station d'Epuration de Souleville
22400 LAMBALLE - ARMOR

Code AIOT : 0005503341

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2023 de la station d'épuration de Lamballe Armor - Souleville implanté au lieu-dit Souleville à LAMBALLE ARMOR (22400). L'inspection a été annoncée le 31/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STATION D'EPURATION DE SOULEVILLE
- Souleville - 22400 LAMBALLE - ARMOR
- Code AIOT : 0005503341
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La station d'épuration collective de Lamballe Armor / Souleville reçoit et traite des eaux usées domestiques et industrielles.

L'exploitant est la communauté d'agglomération LAMBALLE TERRE & MER.

La capacité nominale de traitement de la station d'épuration à boues activées est de 3712 kg de DBO₅ soit 61860 équivalent habitant.

La station d'épuration mixte est classée à la rubrique n°2752 sous le régime de l'autorisation et régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 décembre 1999 modifié le 30 novembre 2017.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- respect des exigences réglementaires en matière de rejet aqueux (programme de surveillance, autosurveillance, transmission des résultats, mise en oeuvre des contrôles de recalage)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Intégration dans le paysage - entretien	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 2.3.1, 2.3.2	/	Sans objet
11	Respect des valeurs limites d'émissions (VLE)	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 4.3.9	/	Sans objet
14	Transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 9.3.1	/	Sans objet
19	Substances et produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 6.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Caractéristiques de l'installation	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 1.2.3	/	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
4	Accès	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 8.1.4	/	Sans objet
6	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 3.1.3	/	Sans objet
7	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
8	Points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
9	Débit rejeté	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
10	Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
12	Surveillance des eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 9.2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Campagne PFAS - ICPE	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Sans objet
15	Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
16	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
17	Collecte de déchets (boues de station)	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 5.1.6	/	Sans objet
18	Etude de dangers - AMDEC	Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 8.1.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La station d'épuration collective mixte de Lamballe-Armor / Souleville est de manière générale correctement entretenue et sécurisée.

Les ouvrages d'épuration et les équipements de pilotage sont fonctionnels.

Les résultats d'autosurveillance transmis par l'exploitant montrent que les effluents traités rejetés sont conformes aux valeurs limites d'émissions. Des non-conformités sont cependant observées sur les volumes liés aux intrusions d'eaux claires parasites issues des précipitations lors des mois pluvieux. Des campagnes de détection et de réduction d'intrusion de ces eaux parasites sont maintenues par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique de la nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : - <u>Rubrique ICPE:</u> 2752 - Station d'épuration mixte ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10 000 EH, lorsque la charge des eaux industrielles en provenance d'installations classées autorisées est supérieure à 70% de la capacité de la station en demande chimique en oxygène (DCO). - Capacité autorisée: 3712 kg DBO5 soit 61860 EH - Régime: autorisation
Constats : La station d'épuration collective de Lamballe Armor / Souleville reçoit et traite des eaux usées domestiques et industrielles. La capacité nominale de traitement de la station est supérieure à 10000 EH, équivalent habitant. Les sites industriels suivants sont raccordés à la station: Cooperl Lavage, Cooperl CEDEV, Valoroeuf, Le Gouessant, Crêperie Jarnoux, Inariz, Le monde des crêpes. La charge des eaux résiduaires industrielles en provenance de ces installations classées reste en moyenne supérieure à 70 % de la capacité de la station en demande chimique en oxygène. La situation administrative reste donc inchangée: la station d'épuration mixte est classée à la rubrique n°2752 sous le régime de l'autorisation.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Caractéristiques de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Descriptif traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La station de traitement de Souleville comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisée de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>File industrielle :</u> <ul style="list-style-type: none"> - poste de relèvement composé de 3 pompes dont 2 en fonctionnement simultané. Débit 150 m³/h ; - poste de prétraitement : dégrillage + canal de comptage + dégraisseur/dessableur + point d'injection de réactifs de déphosphatation ; - 2 bassins tampon aérés de 1500 m³ chacun ; - chenal d'aération de 10350 m³ ; - bassin clarificateur composé d'un poste de dégazage, du clarificateur de 717 m², d'un puits de recirculation et d'un poste d'extraction. • <u>File urbaine :</u> <ul style="list-style-type: none"> - fosse de dépotage de matières de vidange ; - poste de relevage PR2 équipé d'une vis d'Archimède et d'une pompe de secours. Débit 400 m³/h - poste de relevage PR1 en secours, recevant le trop plein PR2 et les matières de vidanges ; - poste prétraitement : dégrillage + dessablage + dégraissage + canal de comptage + point d'injection sulfate de fer ; - chenal d'aération : un de 1100 m³ + un de 4500 m³ ; - bassin clarificateur composé d'un poste de dégazage, du clarificateur de 706 m², d'un points de recirculation et d'un poste d'extraction. • <u>Poste commun :</u> <ul style="list-style-type: none"> - poste de déphosphatation composé d'une cuve de stockage double enveloppe et de pompes de dosage. • <u>Filières boues :</u> <ul style="list-style-type: none"> - 2 silos épaisseur de 300 m³ chacun ; - poste de traitement composé de 2 centrifugeuses ; - stockage en bennes.
<p>Constats :</p> <p>La station d'épuration comprend bien deux files: une file urbaine et une file industrielle. La station fonctionne par boues activées avec aération prolongée. Le milieu récepteur des eaux traitées est Le Gouessant.</p> <p>Le jour de la visite, des travaux de maintenance étaient en cours sur le puit de relèvement au niveau du poste de pré-traitement de la file urbaine (travaux de génie civil).</p> <p>La description et les caractéristiques des ouvrages d'épuration respectent le dossier d'installation classée.</p> <p>Les ouvrages d'épuration (bassins tampons, bassins d'aération, ...) sont protégés par des dispositifs de sécurité (barreaux antichute, gardes corps, ...).</p> <p>Les changements notables au niveau de la station concerne l'installation d'un traitement tertiaire en 2019 après le traitement biologique des eaux usées. Ce dispositif est destiné à affiner l'abattement de pollution et ainsi apporter une garantie supplémentaire de la qualité des rejets. Ce traitement qui avait fait l'objet d'un porter-à-connaissance du préfet, n'était pas en fonctionnement le jour du contrôle.</p>

De même, les deux bassins tampons d'eaux usées industrielles et l'unité de désodorisation biologique situés sur une parcelle à proximité de la station n'étaient pas en fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des réseaux de la STEP transmis par l'exploitant en amont de l'inspection date de 2002. Ce plan n'est plus à jour au regard des différentes phases de travaux sur les réseaux et ouvrages d'assainissement réalisés. Des plans existent mais ils nécessitent une actualisation avec un plan d'ensemble qui doit être réalisé. Ce plan reprendra notamment les secteurs collectés et les réseaux associés, avec les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et de rejets.
Observations : L'exploitant sollicite un délai d'un an pour actualiser ce plan et tenir compte des différentes phases de travaux sur les réseaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence.
Constats : Les accès au site sont correctement sécurisés par une clôture grillagée en bon état. Les portails d'accès coulissants en entrée et sortie du site sont automatisés et les accès connectés à distance par digicode. Les portails d'accès à deux battants sont maintenus fermés à clefs. Des panneaux d'affichages d'interdiction d'entrée sur le site pour les personnes non autorisées et d'information de la présence d'une vidéosurveillance sont apposés aux portails d'entrée sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 2.3.1, 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté et entretien des abords
Prescription contrôlée : - Article 2.3.1. Propreté : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les

zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets,... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin. - <u>Article 2.3.2. Esthétique</u> : Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols, ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).
Constats : Les abords du site et des différents ouvrages d'épuration sont maintenus en bon état d'entretien et de propreté.
<u>Point non-conforme:</u> L'inspection a relevé dans le local de traitement des boues, la présence de boues déshydratées au sol au niveau des deux centrifugeuses.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Impact odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la salubrité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés. L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.
Constats : Le jour de la visite, il n'a pas été constaté d'odeurs anormales à proximité des ouvrages d'épuration et en périphérie du site. Le service d'inspection ne fait pas l'objet de plaintes pour nuisances olfactives en lien avec le traitement des effluents sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Les dispositifs de rejets sont correctement aménagés. Les abords du point de rejet sont en bon état d'entretien. Le jour de la visite l'eau traitée rejetée était d'aspect limpide et ne présentait pas de trace de pollutions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Les rejets des eaux traitées industrielles et urbains sont communs. Les mesures de débit du rejet en continu et des flux de polluants sont quantifiés en sortie des clarificateurs et avant rejet dans le milieu naturel, par un canal de mesure correctement installé et par un échantillonneur automatique sur 24h fixe, asservi au débit, mono-flacons et à température réfrigérée (+3°C). Les installations de mesures de débit sont accessibles et l'implantation permet des interventions en toute sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Débit rejeté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. (...) Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : La mesure du débit est réalisée en continu du rejet. Le rapport de visite d'assistance technique de l'ADAC - SATESE 22 du 06 juin 2023 précise que: - la charge hydraulique moyenne appliquée sur la station sur les douze derniers mois: environ 3418 m3/jour soit 47 % du débit de référence de la station (7200 m3/jour). La valeur est stable par rapport aux années précédentes; - la répartition des volumes entrants: 55% sur la file industrielle, 45 % sur la file urbaine; - hausse des volumes reçus lors des mois pluvieux, signe de la sensibilité du réseau de collecte, principalement l'urbain, aux intrusions d'eaux claires issues des précipitations. La SATESE rappelle l'importance de réaliser des campagnes de détection et de réduction de ces intrusions; - transmission des données sous forme de DMF au fil de l'année; - bonne corrélation entre les volumes entrants et sortants (1,6 % d'écart).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.

<p>Constats :</p> <p>Le programme de surveillance des rejets aqueux incluant la surveillance des substances dangereuses a été établi par l'exploitant.</p> <p>Le rapport de surveillance initiale de 2013 caractérisait la présence de zinc dans les rejets aqueux. Une surveillance pérenne de la substance Zinc et ses composés devait donc être mise en œuvre, en application de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 20 juillet 2016. Le rapport de synthèse de la surveillance pérenne devait être transmis dans un délai de 2 ans et 6 mois après la notification de cet arrêté préfectoral.</p> <p>Ce rapport de synthèse a été transmis le 20 août 2019 au service d'inspection. Il conclut que les rejets respectent la valeur limite en concentration fixée à 0,8 mg/l.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Respect des valeurs limites d'émissions (VLE)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Caractéristiques imposées aux eaux résiduaires (cf valeurs limites d'émission)</p>
<p>Constats :</p> <p>La restitution des données d'autosurveillance de GIDAF sur la période de janvier 2022 à mai 2023, montrent des dépassements de la limite du volume moyen journalier.</p> <p>L'exploitant précise que ces dépassements ponctuels sont liés à des arrivées d'eaux parasites lors de fortes pluviométrie (cf.fiche de constat n°9 - débit rejeté).</p> <p>Des mesures correctives sont mises en œuvre par des contrôles et la mise en conformité régulière des réseaux d'assainissement.</p> <p>Les rendements épuratoires transmis pour l'année 2022 sont les suivants: DBO₅: 99,78 % ; DCO: 97,82 %; MES: 99,82 %; NH4: 99,24 %; NK: 97,83 %; NGL: 97,05 %; P-PO4 total: 99,20%</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Surveillance des eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant réalise ou fait réaliser des prélèvements en amont immédiat et en aval de son rejet en s'assurant qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau et fait des mesures des différents polluants suivants : DCO, DBO₅,MES, NGL, NO₂, NO₃, NH₄⁺, Pt, Indice Biologique diatomées IBD.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection un rapport d'intervention du 06 juin 2023, du suivi du milieu récepteur, réalisé par l'ADAC-SATESE 22. Ce rapport présente les tests et analyses des prélèvements effectués en amont et en aval du point de rejet sur le cours d'eau Le Gouessant. L'organisme conclut notamment que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - visuellement, entre les prélèvements en amont (point M1) et aval (point M2), le rejet de la station ne semble pas avoir d'impact sur le milieu récepteur, si ce n'est le débit qui augmente nettement; - la qualité bactériologique du Gouessant est correcte sur les premiers points de prélèvement mais est mauvaise en amont et en aval de la station de Lamballe-Souleville; - le rejet de la station de Souleville a peu d'impact sur la qualité du Gouessant (point M1 et M2). On note aucune perte ou gain de classes; - globalement, le rejet de la station de Souleville a peu d'impact sur la qualité du Gouessant (points M1 et M2). On ne note aucune perte ou gain de classes."

<p><i>La comparaison entre les résultats d'analyses des prélèvements M1 et M2 (amont et aval immédiat du rejet de la station) met en évidence le faible impact de la station sur la qualité du Gouessant. On ne note aucune perte ou gain de classe. Globalement le rejet de la station est de meilleure qualité que l'eau du Gouessant prélevée en amont de la station.</i></p> <p><i>La concentration du rejet en E.coli est élevée. Le classement étant déjà mauvais en amont, la hausse de la concentration n'entraîne pas de déclassement du cours d'eau en aval."</i></p> <p>L'exploitant a précisé que ces valeurs en E.coli montraient des ordres de grandeur comparables à ceux traditionnellement observés après un traitement par boues activées en assainissement collectif.</p> <p>Néanmoins, le rapport d'intervention ne montre pas d'évaluation de l'Indice Biologique Diatomées (IBD) se basant sur l'étude des diatomées pour évaluer la qualité biologique générale du cours d'eau.</p>
<p>Observations : La surveillance du milieu en amont et aval devra prendre en compte l'évaluation de l'IBD.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 13 : Campagne PFAS - ICPE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des substances PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale [...].</p>
<p>Constats : L'exploitant s'est engagé dans ces campagnes de surveillance. Il a transmis à posteriori de l'inspection, un devis du 20/08/2023 du laboratoire EUROFINS pour la réalisation des prélèvements et analyses.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 14 : Transmission GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 9.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émission, sauf impossibilités techniques, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet appelé Gidaf.</p>
<p>Constats : Les résultats d'autosurveillance ne sont pas transmis régulièrement dans l'application GIDAF par l'exploitant. Au moment de la rédaction du rapport d'inspection, les résultats d'autosurveillance n'étaient pas renseignés dans le système depuis le mois de juin.</p>
<p>Observations : L'exploitant devra transmettre de manière régulière et mensuellement les résultats (à la fin du mois n+1).</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 15 : Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Selon l'exploitant, des analyses sont réalisées en interne (DCO, NTK, NH4 + et Pt) pour le pilotage de la station. Des analyses réglementaires sont réalisées par le laboratoire LABOCEA (22), agréé pour l'ensemble des paramètres sur la matrice eaux résiduelles. Le guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE de février 2022, fixe les modalités de mise en œuvre des contrôles des émissions dans l'eau. Il précise notamment les exigences en termes de reconnaissance d'accréditation et/ou d'agrément pour chaque étape de surveillance des émissions (prélèvement, transport, analyse) selon les acteurs réalisant l'opération (exploitant, organisme de prélèvement, laboratoire prestataire).
Observations : L'exploitant devra transmettre à l'inspection les modalités de mise en œuvre de son programme de surveillance des émissions: exploitant, prestataire d'analyse, organisme de prélèvements suivant le guide est disponible sur le site aïda: https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide_echantillonnage_substances_eau_ICPE_VF_02_2022.pdf
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Un calage débitimétrique et analytique est réalisé par l'ADAC - SATESE 22 (Agence Départementale d'Appui aux collectivités des Côtes d'Armor - mission d'assainissement collectif). Le rapport de visite d'assistance technique du 05 juin 2023 conclut que: <i>"Le jour de la visite, des analyses comparatives ont été réalisées. Elle montrent que le laboratoire d'analyses de l'exploitant n'a pas besoin de recalibrer ses micro-méthodes et que les résultats transmis peuvent être considérés comme fiables.</i> <i>Un calage débitimétrique des différents équipements a aussi été réalisé. Les différents organes sont conformes aux préconisations de l'Agence de l'Eau et seul le préleveur de la file industrielle montrait des difficultés à réaliser un échantillon représentatif de l'effluent entrant. Une nouvelle vérification</i>

<p><i>aura lieu au mois d'octobre".</i></p> <p>La vérification du bon fonctionnement du dispositif métrologique (débitmètre, préleveur) est également réalisée annuellement par l'ADAC-SATESE 22</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant devra justifier du respect des exigences d'accréditation de l'organisme réalisant ce contrôle en application du guide susvisé.</p> <p>Dans le cadre de la surveillance des émissions aqueuses des ICPE, <u>l'accréditation est exigée pour</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Les organismes de prélèvement intervenant lors des contrôles (contrôle initial de calage, contrôle externe de recalage, contrôle inopiné) ou lorsqu'un organisme de prélèvement réalise le programme de surveillance des rejets. <u>L'accréditation</u> exigée est l'échantillonnage automatique avec asservissement au débit sur la matrice « eaux résiduaires » en vue d'analyse selon le référentiel FD T-90-523-2 ; o Les laboratoires d'analyses réalisant le programme de surveillance des rejets ou les contrôles (uniquement dans le cas où l'agrément n'existe pas pour une substance donnée). L'accréditation exigée porte sur la matrice «eaux résiduaires » pour chaque substance à analyser. <p>Dans le cadre de la surveillance des émissions aqueuses des ICPE, <u>l'agrément</u> est exigé pour les laboratoires d'analyse intervenant lors des contrôles (contrôle initial de calage, contrôle externe de recalage, contrôle inopiné). L'agrément exigé porte sur la matrice « eaux résiduaires » pour chaque substance à analyser.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 17 : Collecte de déchets (boues de station)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 5.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de collecte et traçabilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des transferts de boues d'autres stations d'épuration urbaines exploitées par la communauté d'agglomération Lamballe Terre & Mer vers la filière de déshydratation de Souleville, sont réalisés ponctuellement lors d'intervention sur ces stations urbaines et après accord du service d'inspection.</p> <p>Un contrôle des éléments de traçabilité a été réalisé par sondage pour le transfert de 1000 m3 de boues de la STEU de Quessoy vers Souleville.</p> <p>Les bordereaux de suivi des déchets et les lettre de voiture ont pu être présentés.</p> <p>Un registre informatisé est également tenu à jour.</p> <p>Les boues sont orientées après déshydratation vers une unité de compostage SCC Environnement à Combours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 18 : Etude de dangers - AMDEC

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2017, article 8.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, AMDEC</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.</p> <p>L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.</p>

<p>Constats : La dernière analyse des risques de défaillance d'avril 2018 a été transmis par l'exploitant à posteriori de l'inspection. <i>"Cette étude consiste à définir, pour chaque étape du processus d'épuration, les dysfonctionnements possibles et à analyser leur impact et les conséquences sur le rejet".</i></p> <p>L'étude caractérisait des défaillances (intolérables, tolérables) nécessitant des mesures de prévention et de protection complémentaires pour garantir une sécurisation optimale. Des préconisations sont présentées dans cette étude.</p>
<p>Observations : L'exploitant devra confirmer à l'inspection la prise en compte des recommandations de l'AMDEC pour la sécurisation optimale des ouvrages d'épuration.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 19 : Substances et produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 6.1.1</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Identification des produits</p>
<p>Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition des installations classées l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges concernés présents sur le site.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique que les fiches de données de sécurité des substances dangereuses sont disponibles sur site : chlorure ferreux (réactif déphosphatant), polychlorure d'aluminium.</p> <p><u>Point non-conforme:</u> Le jour de la visite, il a été constaté que la douche de sécurité et la fontaine de lavage oculaire à proximité de la cuve de 35 m3 de chlorure ferreux n'était pas fonctionnelle.</p>
<p>Observations : L'exploitant devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - transmettre à l'inspection, l'inventaire et l'état des stocks des produits chimiques et substances dangereuses sur son site; - communiquer les fiches de données de sécurité du chlorure ferreux et du polychlorure d'aluminium; - rendre opérationnels les équipements de protection (douche de sécurité, lave oeil) et transmettre les justificatifs associés.
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>